

viks-léninistes est déterminée par les buts objectifs et l'action de ces groupes : action militaire, nationaliste, foncièrement réactionnaire au service du capitalisme national et de l'impérialisme anglo-américain. »

« Cette attitude reste valable même dans le cas où une telle action partisane se présente avec l'objectif de la défense de l'U. R. S. S. », etc. Sur la base de ces critères, nous avons déterminé notre attitude, en combattant avec rage tous les organisateurs du mouvement de Résistance comme des instruments du capitalisme national et de l'impérialisme anglo-américain.

Les laquais locaux de cet impérialisme nous ont répondu que nous étions des sectaires.

Cette accusation de sectarisme est pour nous un titre d'honneur, car nous avons tenu haut le drapeau du défautisme révolutionnaire pendant la guerre. L'opportunisme a partout et toujours accusé les révolutionnaires, pendant la guerre, de sectarisme. Nous regrettons sincèrement le fait que le S. E. nous ait accusés de sectarisme. Ce n'est pas un hasard si la droite de l'Internationale, elle aussi, accuse le S. E. de sectarisme.

10. — Il est faux de croire que nous étions idéologiquement désarmés devant les événements de décembre et encore plus faux que nous avons suivi une politique de négation sectaire. Désarmés idéologiquement, seuls le sont les camarades de la

minorité, qui, partant des mêmes estimations que le S. E. sur les événements de décembre n'ont pas pu, même aujourd'hui, une année après ces événements, s'exprimer sur les tâches qui s'imposaient à eux-mêmes comme aux masses, et accorder leur position théorique avec leur action, accord sans lequel le marxisme est trahi par l'inconséquence. Il n'y a pas eu un seul internationaliste, les camarades de la minorité inclusivement, qui ait suivi dans les événements la politique « positive » du S.E. de soutien à l'ELAS, telle que notre section française l'a interprétée. Un seul camarade à Athènes a eu une telle position, lequel, appartenant à la minorité, passa comme il était naturel au P. C.

Nous serions très curieux, d'ailleurs, de voir comment les camarades du S. E. auraient appliqué pendant décembre leur politique de la « non-négation sectaire ».

Le format de notre journal ne nous permet pas de nous étendre sur tous les points de la résolution du S. E. Nous préferons ultérieurement sur ce sujet un autre document.

Nous remarquons seulement le fait que la provenance de nos positions sur les mouvements de Résistance est attribuée à notre confusion sur la question de l'U. R. S. S., sans que même un document de nous soit connu sur la question de l'U. R. S. S. et peut-être même sans qu'il soit connu que la tendance que représente le B. P. est défensiste.

## 2. — Résolution du S. I. sur les leçons des élections du 10 novembre 1946 en France et en Italie

Les élections parlementaires en France et les élections municipales en Italie, qui ont eu lieu le 10 novembre 1946, ont démontré des tendances communes en ce qui concerne l'évolution de la situation dans ces pays.

Les partis du centre ont subi une nouvelle réduction de leur influence au profit d'une polarisation aux formations politiques de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

Le recul du parti socialiste dans les deux pays s'est accentué particulièrement en France, tandis que les nouveaux partis catholiques, le M.R.P. français et les démocrates chrétiens italiens ont marqué, eux aussi, un recul relatif et qui était plus important en Italie qu'en France.

Dans les deux pays, des gains importants ont été réalisés aux dépens des socialistes, et plus particulièrement des démocrates chrétiens, par les formations de l'extrême droite, tels que le P.R.L. et l'Union gaulliste en France, le mouvement néofasciste de l'*Uomo qualunque* et les monarchistes en Italie. Par contre, les partis communistes ont réalisé une nouvelle avance dans les deux pays, probablement plus importante en Italie qu'en France, et ils ont récupéré, au moins sur le terrain parlementaire, l'influence qu'ils semblaient perdre dans les centres ouvriers.

Cette avance des partis communistes a été réalisée principalement aux dépens des partis socialistes. Dans les deux pays, le courant abstentionniste a été assez élevé par rapport aux précédentes élections, particulièrement en Italie, où il a atteint dans certaines villes du Sud des proportions voisines des trois quarts du nombre total des votants.

La leçon générale de ces élections est l'accélération du processus politique dans ces pays par le renforcement simultané de l'extrême gauche, représentée encore pour les masses par les partis communistes, et de l'extrême droite, tandis qu'une masse importante d'éléments mécontents de la politique impuissante des gouvernements de coalition, appartenant très probablement dans leur majorité aux couches de la petite bourgeoisie, reste dans l'expectative et est susceptible de jeter son poids dans la balance d'un regroupement extra-parlementaire des forces de la droite.

La polarisation aux extrêmes se poursuit dans les deux pays, quoique à un rythme encore lent, à la faveur du fait que, sur le plan économique, la situation reste toujours précaire et même s'est aggravée sous certains aspects, et que les gouvernements de coalition auxquels se sont prêtés les partis ouvriers traditionnels sont considérés par les masses les plus impatientes comme les responsables de cette situation.

En France, on se trouve de nouveau en face d'un état chaotique du ravitaillement, de la menace d'une banqueroute financière, d'une nouvelle hausse verticale du coût de la vie et d'un ralentissement du rythme de la reprise économique atteinte par la crise du charbon.

En Italie subsistent les mêmes causes, aggravées de l'existence d'un chômage massif et sans perspectives de réduction prochaine.

La droite gagne dans les deux pays en exploitant l'impuissance manifeste des gouvernements de coalition et regroupe ses forces pour une action extra-parlementaire.

Les partis communistes avancent surtout par la dislocation des partis socialistes, et le regroupement des forces de la classe ouvrière sous leur drapeau, représente pour la dynamique de la lutte des classes à l'étape actuelle un intérêt plus grand que le renforcement parallèle de la droite.

Malgré le programme néo-réformiste des partis communistes, la poussée des masses vers eux n'en constitue pas moins un signe de leur radicalisation par rapport à leur attachement passé aux partis socialistes.

Le vote électoral pour les partis communistes ne signifie pas nécessairement une confiance accrue des masses à ces partis ni un renforcement réel de leur influence sur le prolétariat.

Il est possible, et l'exemple nous a été donné dans le passé par le décalage qui existait entre l'influence électorale de la social-démocratie et son influence réelle sur les masses, que les mêmes ouvriers, qui deviennent de plus en plus sceptiques et même méfiants envers le caractère révolutionnaire de la direction stalinienne, votent aux élections pour le parti communiste, qu'ils imaginent être sur l'échiquier électoral le parti le plus à gauche et contre lequel la réaction semble concentrer tous ses feux.

Il est, d'autre part, inévitable qu'une partie au moins des masses qui ont abandonné les partis socialistes se déplace sur le plan électoral vers les partis communistes, qui lui apparaissent, par rapport à la placidité de la social-démocratie, plus dynamiques et plus radicaux, et que l'expérience du stalinisme de ces masses ne puisse pas se faire par un passage immédiat dans les rangs du parti révolutionnaire.

Ce qui domine dans les élections en France et en Italie, c'est la tendance à la dislocation des partis du centre au profit des extrêmes, et, dans un tel processus, il est inévitable que les partis communistes puissent encore bénéficier de ce courant.

Le débordement des partis communistes par les masses ne peut se manifester sur le plan électoral qu'à la suite d'une série de luttes extra-parlementaires, ayant mûri l'expérience des masses, et grâce à l'existence d'un véritable parti révolutionnaire qui, par son travail suivi dans les syndicats, les quartiers, et par sa participation dans les luttes aura acquis la confiance de milieux importants des travailleurs. Nous ne sommes qu'au début de la réalisation de telles conditions.